



Assemblée générale

Distr. générale
15 août 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-quatrième session

Point 1 de l'ordre du jour

Questions d'organisation et de procédure

Élection des membres du Comité consultatif des droits de l'homme*

Note du Secrétaire général

1. Conformément à sa résolution 5/1, le Conseil des droits de l'homme doit élire son Comité consultatif, composé de 18 experts siégeant à titre individuel et nommés par les États Membres de l'ONU à l'issue de consultations avec des institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile, au scrutin secret, sur la liste des candidats dont les noms auront été proposés conformément aux conditions arrêtées.
2. La répartition géographique des membres sera la suivante: a) États d'Afrique: 5; b) États d'Asie: 5; c) États d'Europe orientale: 2; d) États d'Amérique latine et des Caraïbes: 3; e) États d'Europe occidentale et autres États: 3.
3. À sa septième session, le Conseil a élu les 18 membres du Comité consultatif, dont 4 pour un mandat d'un an, 7 pour un mandat de deux ans et 7 pour un mandat de trois ans.
4. À sa treizième session, le Conseil des droits de l'homme a réélu pour trois années supplémentaires six membres et il a élu un nouveau membre. Conformément à sa décision 18/121, le mandat de ces sept membres prendra fin le 30 septembre 2013.
5. À sa vingt-quatrième session, conformément à son programme de travail annuel, le Conseil des droits de l'homme procédera à des élections afin de pourvoir les sept sièges vacants du Comité consultatif. Parmi ces 7 sièges, 2 reviennent aux États d'Afrique, 2 aux États d'Asie, 1 aux États d'Europe orientale, 1 aux États d'Amérique latine et des Caraïbes et 1 aux États d'Europe occidentale et aux autres États.
6. À sa sixième session, le Conseil a adopté la décision 6/102 sur le suivi de sa résolution 5/1, dans laquelle sont énoncés les critères techniques et objectifs de présentation des candidatures. Ces critères sont les suivants: a) compétence et expérience reconnues dans le domaine des droits de l'homme; b) haute moralité; et c) indépendance et impartialité.

* L'annexe au présent rapport est distribuée telle qu'elle a été reçue, dans la langue originale seulement.

7. Les lignes directrices que les États sont priés de prendre en considération concernant les critères techniques et objectifs de sélection de leurs candidats sont les suivantes:

a) Compétence et expérience:

i) Études universitaires dans le domaine des droits de l'homme ou dans des domaines connexes et/ou expérience directe ou indirecte du rôle de responsable ou d'organisateur dans le domaine des droits de l'homme aux niveaux national, régional ou international;

ii) Expérience appréciable (cinq ans au moins) et contributions personnelles dans le domaine des droits de l'homme;

iii) La connaissance du système des Nations Unies et des mandats et politiques institutionnels ayant trait aux activités dans ce domaine, ainsi que la connaissance des instruments, normes et disciplines relatifs aux droits de l'homme et une bonne connaissance des différents systèmes juridiques et des différentes civilisations seraient souhaitables;

iv) Maîtrise d'au moins une des langues officielles de l'ONU;

v) Avoir du temps à consacrer effectivement aux travaux du Comité consultatif, tant pour assister à ses sessions que pour mener à bien les activités prescrites entre les sessions;

b) Haute moralité;

c) Indépendance et impartialité: les personnes ayant de hautes responsabilités dans un gouvernement ou dans toute autre organisation ou entité qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts avec les responsabilités inhérentes au mandat seront écartées; les membres élus au Comité consultatif agiront à titre individuel;

d) Autres considérations: le principe du non-cumul des mandats dans le domaine des droits de l'homme doit être respecté.

8. Lorsqu'il élira les membres du Comité consultatif, le Conseil devrait accorder l'attention voulue à l'équilibre entre les sexes et à une représentation appropriée des différentes civilisations et des différents systèmes juridiques.

9. Conformément au paragraphe 71 de la résolution 5/1 du Conseil, la liste des candidats doit être close deux mois avant la date de l'élection et le secrétariat doit communiquer cette liste et les informations pertinentes aux États membres et les rendre publiques au moins un mois avant l'élection.

10. Le 12 avril 2013, le secrétariat du Conseil des droits de l'homme a adressé une note verbale aux coordonnateurs régionaux concernés pour les encourager à présenter des candidats, et les a informés que la date limite de soumission des candidatures était le 14 juin 2013, laquelle a été repoussée plusieurs fois par la suite¹.

11. Au 4 août 2013, le secrétariat avait reçu six candidatures pour l'élection de 2013 au Comité consultatif du Conseil, de la part des Gouvernements chinois, espagnol, japonais, ougandais, russe et suisse.

12. On trouvera ci-après la liste des personnes désignées comme candidats, dont les curriculum vitae sont joints en annexe.

¹ Le présent rapport contient toutes les candidatures reçues au 4 août 2013. Toutes les candidatures supplémentaires feront l'objet d'un additif.

États africains*État Membre**Candidat désigné*

Ouganda

Alfred Ntunduguru Karokora

États d'Asie*État Membre**Candidat désigné*

Chine

Yishan Zhang

Japon

Kaoru Obata

États d'Europe orientale*État Membre**Candidat désigné*

Fédération de Russie

Mikhail Alexandrovich Lebedev

États d'Europe occidentale et autres États*État Membre**Candidat désigné*

Espagne

Fernando M. Mariño Menéndez

Suisse

Jean Ziegler

Annexe

[Anglais et français seulement]

Biographical data

Mr. Alfred Ntunduguru KAROKORA

(Nominated by the Government of Uganda)

Personal data:

Name: Justice Alfred Karokora (RTD)
Address: P O Box 25636, Kampala
Telephone: +256772563491/+256701563491
Date of Birth: 5 November 1936
Place of Birth: Bushenyi
Nationality: Ugandan
Marital Status: Married
Mailing Address: C/o Ms Munanura, Mugabi & Co Advocates, P O Box 25636,
Kampala

Profile:

Justice Alfred Karokora (Emeritus) has over 43 straight and uninterrupted years as a career Judicial Officer with vast experience on the bench. His candid dedication to the cause of and commitment to Justice for all is embodied in his 43 years of service on the Bench.

Educational qualifications:

1959–1962	Mulago Hospital Para Medical School (Pharmacy)
1967	Nsamizi Law School–Lay Magistrates Diploma Course
1970–1972	Makerere University Kampala (LLB Hons)
1972–1973	Law Development Centre (Post Graduate Diploma–Legal Practice)

Professional affiliation:

2003	Member, Judicial Service Commission during which tenure, I contributed to the selection and recruitment of Judicial Officers in Uganda
	Member – International Association of Refugee Law Judges where I represented Judiciary and the country at various Judicial conferences

Employment record:

1959	Mulago Hospital Paramedical School–I did Pharmacy and qualified as a Dispenser
1963–1967	Joined then Ankole Kingdom governance. During that tenure I also underwent in-service training by Senior Magistrates in the Kingdoms Chief Judge’s Chambers.
1978–1980	Promoted to the rank of Chief Magistrate (Handled all Civil and Criminal matters which were above the Jurisdiction of Grade One Magistrates, inclusive of appeals from Lay Magistrates).
1981–1982	Appointed Ag. Judge of the High Court of Uganda
1984	Confirmed as a Judge of the High Court of Uganda
1996–2006	Appointed Justice of the Supreme Court of Uganda where I greatly contributed to the development of Jurisprudence in Uganda
Nov. 2006	Retired from the Judiciary in Uganda after serving 43 years
2008–to date	Currently serving as an ARBITRATOR with the Centre for Arbitration and Dispute Resolution (CADER) Legal Consultant: Training of Judges of Government of Southern Sudan on the newly adopted Common Law Legal system, with particular emphasis on Human Rights.

Mr. ZHANG Yishan

(Nominated by the Government of China)

Personal data:

Date of Birth: April, 1946
Nationality: China
Working Language: Chinese, English
Marital Status: Married with one daughter

Education:

1964–1968 Undergraduate, English major, Beijing Foreign Studies University
1968–1972 Advanced English courses, Beijing Foreign Studies University
1982–1983 Visiting Scholar, majored in international relations and international organizations, School of International and Public Affairs, Columbia University, United States of America
1983–1984 Parven Fellow, majored in international relations, international organizations and international law, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Princeton University, United States of America

Work experience:

1972–1979 Staff member, Permanent Mission of China to the United Nations
1979–1982 Staff member, Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs
1984–1987 Deputy Director, then Director, Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs
1988–1992 First Secretary, then Counsellor, Permanent Mission of China to the United Nations and other international organizations in Geneva
1992–1994 Counsellor, Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs
1994–1997 Deputy Director-General, Department of International Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs
1997–2002 Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary and Permanent Representative of China to the United Nations and other international organizations, the United Nations Industrial Development Organization, the International Atomic Energy Agency and the Preparatory Committee for the Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty Organization in Vienna
2002–June 2006 Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary and Deputy Permanent Representative of China to the United Nations and the Security Council
July 2006–2007 Ambassador of the Ministry of Foreign Affairs of China

2008–2012

Inspector of Joint Inspection Unit of the U.N.

Experience closely related to human rights issues:

- Actively engaged in multilateral diplomacy in the United Nations over the past 40 years and posted to three United Nations headquarters (New York, Geneva and Vienna);
- In charge of United Nations affairs while working in the Ministry of Foreign Affairs, attended numerous international conferences and meetings held by UN system organizations in the political, economic, social and human rights field;
- Attended 24 sessions of the General Assembly since 1972, in particular, in charge of the Third Committee. From 1985 to 1997, attended all the Human Rights Commission Session, as member and then chief delegate of the Chinese Delegation;
- From 2002 to 2006, delegate of China to the General Assembly and its second, third, fifth and sixth Committees and head of the Chinese delegations to Economic and Social Council meetings;
- From 2005 to 2006, as Ambassador, participated in the entire process of negotiation and establishment of the Human Rights Council.

Publication:

Deputy Editor-in-Chief, *China and the United Nations: In Commemoration of Sixtieth Anniversary of the Founding of the United Nations*, World Affairs Press (2005).

Kaoru OBATA

(Nominated by the Government of Japan)

Professor of International Law, Graduate School of Law, Nagoya University

Current academic appointment:

2002–Present Professor of International Law, Graduate School of Law, Nagoya University

Current University Academic Appointments:

2011–Present Vice Dean, Graduate School of Law

2011–Present Member of the Education and Research Council

Courses currently taught:

International Law, International Law Seminar, International Law of Human Rights, Ph.D. Supervision

Previous academic appointments:

- Kobe University of Mercantile Marine, Japan;
- Lecturer, then Associate Professor of Law, 1987–1993;
- Faculty of Law, Kanazawa University, Japan;
- Associate Professor of International Law, 1993–1997;
- School of Law, Nagoya University, Japan;
- Associate Professor of International Law, 1997–2002.

Legal consulting activities:

1999 Advocate for the Japanese Government in the Southern Bluefin Tuna Cases, Requests for Provisional Measures

Education:

LL.M. (International Law) Kyoto University, 1984.

National academic services:

2006–Present Member of the Council, Japanese Association of International Human Rights Law

2008–Present Member of the Council, Japanese Association of World Law

2012–Present Chairperson of the Committee for Experts' Comments, Japanese Society of International Law

International academic service:

2006–2012 Member of the Committee on Rights of Indigenous Peoples, International Law Association

Publications:*Continuous Editorship:*

Journal:

- Editor-in-Chief, Human Rights International (Japanese Association of International Human Rights Law) 2006–2009, 2012–Present;
- Member of the Editorial Board, Horitsu Jiho (Law Journal, Nihon Hyoron Sha), 2012–Present;
- Member of the Editorial Board, Journal of International Law and Diplomacy (Japanese Society of International Law) 2001–2007.

Materials:

- “Review of Japanese Courts’ Decisions relating to International Law (1)–(6)”, Journal of International Law and Diplomacy, 2007–Present.

Books:

- Basic Documents of International Law 2012 (Toshindo, 2012) (co-editor);
- International Organizations, 4th ed. (Sekai Shiso Sha, 2009) (co-editor);
- Essential Cases of the European Court of Human Rights (Shinzansha, 2008) (co-editor);
- International Law, 5th ed. (Yuhikaku, 2007) (co-author);
- Law School Casebook International Human Rights (Nihon Hyoron Sha, 2006) (co-author);
- International Instruments on Human Rights, 3rd ed. (Toshindo, 2005) (co-editor).

Journal articles:

- “2009 Amendments to Immigration Act and ‘Transformation’ of Japanese Immigration Policy; in Lieu of Introduction to Special Feature”, Horitsu Jiho (Law Journal), Vol. 84, No. 12 (2012), pp. 4–9 (in Japanese);
- “Perspectives for a Regional Human Rights Regime in East Asia; How should Asians Interpret the History of European Regional Constitutionalization”, Nagoya University Journal of Law and Politics, No. 245 (2012), pp. 299–322 (in Japanese);
- “Gross and Systemic Violations of Human Rights and the Regime of European Convention on Human Rights; With Special Reference to its Response to the Chechen Conflict” Horitsu Jiho (Law Journal), Vol. 84, No.9 (2012), pp. 60–65 (in Japanese);
- “European Regional Constitutional Order from the Viewpoint of the Council of Europe and European Convention on Human Rights”, in Tamio Nakamura and Hajime Yamamoto (eds.), Formation of European ‘Constitution’ and Changes in National Constitutions (Shinzansha, 2012), pp. 22–42 (in Japanese);
- “Multi-layered Fundamental Rights Protection in Integrated Europe from the Japanese Perspective: Introductory Note to Papers presented for a Symposium held in Nagoya, Japan, in November 2010” Vienna Journal on International Constitutional Law, Vol. 5, 2/2011, pp. 156–158 (in English);

- “Universal Periodic Review before the UN Human Rights Council”, in: Kentaro Serita and others (eds.), *International Implementation of International Human Rights Law (Courses of International Human Rights Law, Vol. 4)* (Shinzansha, 2011), pp. 107–127 (in Japanese);
- “Individuals as Subjects of International Law; A Review of Theories during Inter-war Period from Japanese Perspective”, *Journal of International Law and Diplomacy*, Vol.109, No. 2 (2010), pp. 1–21 (in Japanese);
- “UN Security Council’s ‘Sanctions’ against Individuals and Control over Them through Human Rights Law”, *International Affairs*, No. 592 (2010), pp. 5–15 (in Japanese);
- “Hidden Inequality under Intellectual Hegemony; European Convention on Human Rights, its Incorporation into Domestic Legal Systems, and Principle of Subsidiarity”, *Horitsu Jiho (Law Journal)*, Vol. 80, No. 5 (2008), pp. 48–52;
- “Human Rights Conditionality in the EU Eastern Enlargement Process; A Catalyst for Constitutionalization?” in: Kiichiro Yagi and Satoshi Mizobata (eds.), *Melting Boundaries; Institutional Transformation in the Wider Europe* (Kyoto University Press, 2008), pp. 92–104 (in English);
- “Human Rights Conditionality in the EU Enlargement Process; Its Contents and Functions” in: *Legal and Political Aspects of the Contemporary World* (Center for Asian Legal Exchange, Nagoya University, 2007), pp. 45–56 (in English);
- “Historical Functions of Monism with Primacy of International Law; A View Based on Japanese Experience during the Early Period of the Allied Occupation”, *Japanese Annual of International Law*, No.49, 2006 (2007), pp. 1–35 (in English);
- “International Covenants on Human Rights; Application of Human Rights Treaties under the Constitution of Japan”, *Jurist*, No. 1321 (2006), pp. 10–15 (in Japanese);
- “Appeals against Immigration Measures and the Right to an Effective Remedy before a National Authority; an Aspect of the Developments of the Case Law on Article 13 of the European Convention on Human Rights”, *Bulletin of Kyoto Human Rights Research Institute*, No. 11 (2006), pp. 27–44 (in Japanese);
- “Composite Function of the Human Rights Committee in the Reporting System; With Special Reference to Drafting History”, in: Nisuke Ando and others (eds.), *Challenges and Perspectives for International Organizations in 21st Century; Essays in Honour of Professor Shigeru Kozai on His 70th Birthday* (Toshindo, 2004), pp.441–462 (in Japanese)
- “Status of Foreigners and their Protection by the Home States in Early Modern Europe; Introductory Note to Historical Study in the Modern System of Diplomatic Protection”, in: Haruyuki Yamate and others (eds.), *History and Current Situations of Legal Structure of the International Community (Human Rights and Peace in the International Community in 21st Century; Seeking New Developments in International Law; Essays in Memory of Professor Shigejiro Tabata, Vol. 1)*, pp. 323–356 (in Japanese);
- “Normativism and the Inter-State Model in Mainstream Concepts of International Responsibility: A Critical Review of the History of Codification” *Journal of International Law and Diplomacy*, Vol.101, No.1 (2002), pp.16–38 (in Japanese);
- “The Relevance of Jurisdiction to Deal with the Merits to the Power to Indicate Interim Measures: A Critique of the Recent Practice of the International Court of

Justice” in: Nisuke Ando and others (eds.), *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda* (Kluwer, 2002), pp.451–462 (in English);

- (And more than 30 articles since 1986).

Dr. Mikhail Alexandrovich LEBEDEV

(Nominated by the Government of the Russian Federation)

Curriculum Vitae

Date of Birth: 11 October 1947
 Nationality: Russian Federation

Education:

1972 Graduated from the Moscow State Institute of International Relations (International Law Faculty)
 1980 Obtained a Doctor degree in international law 1994 – Advanced training course in the Council of Europe

Professional activities:

Before 1991 Served in the headquarters of the Ministry of Foreign Affairs of the USSR/Russia and its missions abroad
 1991–1998 Deputy Director, Department for International Humanitarian Cooperation and Human Rights, MFA of Russia
 1998–2003 Minister-Counsellor, Embassy of the Russian Federation in Syria
 2003–2009 Deputy Director, Department for Humanitarian Cooperation and Human Rights, MFA of Russia
 2009–2012 Deputy Permanent Representative of the Russian Federation to the UN Office and Other International Organizations in Geneva (responsible for humanitarian and human rights issues)

Human rights activities – national level:

1993 Coordinator, preparatory process for the report of the Russian Federation in accordance with the International Covenant on Civil and Political Rights
 1994 Coordinator, preparatory process for the report of the Russian Federation in accordance with the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
 1995 Coordinator, preparatory process for the national report of the Russian Federation to the Conference on Refugees and Migrants in the CIS and other countries concerned
 1997 Coordinator, preparatory process for the report of the Russian Federation in accordance with the Convention on the Rights of the Child
 1992–1999 – member Governmental Interagency Commissions on the Rights of the Child, the Status of Women and Social Issues
 1993–1999 – member Board of Trustees, International Non-Governmental Association on the Protection of the Rights of Refugees and Internally Displaced Persons

Human rights activities – international level:

Expert, member or head of national delegations to more than a hundred of sessions, conferences, workshops and other international events within the framework of the UN, Council of Europe, OSCE, CIS and other fora, including:

1977	UN Conference on Territorial Asylum
1979	UN Conference on Succession of States in Respect to Treaties
1993	World Conference on Human Rights (Vienna Conference)
1994–1998	Conference, Steering Committee sessions and expert meetings on refugees and migrants in CIS and neighbor States
1995	4th World Conference on Women (Beijing Conference)
1995	Working Group of the Commission on Human Rights on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms
1993–1999, 2003–2012	Sessions of the Executive Committee and Standing Committee of the UNHCR
1997–1998	Working Group on the Elaboration of and Optional Protocol to the CRC on the Involvement of Children in Armed Conflict
1997–1999, 2003–2012	IOM Council Sessions
2003 2006	5th and 6th International Conferences on New or Restored Democracies
2003–2009	OSCE Human Dimension Implementation Meetings (Warsaw meetings)
2004–2009	Sessions of the European Committee on Migration
2004–2012	Sessions of the Global Forum on Migration and Development
2005–2009	Sessions of the Council of Europe Committee on National Minorities
2008–2010	1st–17th Rounds of Geneva Discussions on Stability and Security in Transcaucasia
2010	4th World Congress against Death Penalty
2011	European Regional Forum on Genocide Prevention
2009–2012	Sessions of the UN Human Rights Council, ILO Administrative Council, International Labour Conference, International Conference of the Red Cross and Red Crescent, WIPO Assembly, Humanitarian forum on Syria etc.

Academic background:

1985–1986	lecturer, Diplomatic Academy and Foreign Trade Academy, USSR
from 1993	full member of the Russian Academy of Natural Sciences (Geopolitics and Security Section)

1997 awarded a silver medal of the International Institute of Humanitarian Law

At present academic advisor, Human Rights Master Program in the Russian Federation (implemented in cooperation with the OHCHR)

Author of more than 100 articles, theoretical and practical courses and other works in the field of international law, human rights and humanitarian cooperation

Spoken languages:

Russian, English, French, Arabic

Fernando M. MARÍÑO MENENDEZ

(Nominated by the Government of Spain)

Born in Noia, Spain, the 1st October 1945

Actual employment: Chair in Public International Law at University Carlos III of Madrid.

Academic university curriculum:

1. Licentiate in Law (Barcelona 1968). Doctor in Law (University of Bologna–Italy 1970). (Summa cum laude) Extraordinary Award (Award Vittorio Emmanuele II).
2. Chair in Public International Law, successively at the Universities of Córdoba (1982), Zaragoza (1983–90) and University Carlos III de Madrid (since 26th June 1990).
3. Vice- Dean of the Faculty of Law (University of Zaragoza; 1984–86). Vice- Dean of Law at the Faculty of Social and juridical sciences (University Carlos III de Madrid; 1991–1993).
4. Founder and first Director (1994–2010) del “Instituto Universitario de Estudios Internacionales y europeos “Francisco de Vitoria” of the University Carlos III. Founder and Director within the Institute of the post degree Master on: “Acción solidaria internacional de Europa” (International solidary action of Europe) (since 1998; actually at its 15th edition); and of the Expert Course on “Prevención y gestión de conflictos internacionales” (Prevention and management of international conflicts) (since 2005; actually at its 7th edition).
5. Director of the Chair Concepción Arenal to promote the teaching and investigation of “Rights of vulnerable persons and groups” (since 1994). Chair Jean Monet of European Community Law (depuis 1996).
6. Diplôme in Public Law of The Hague Academy of International Law (1976). Diplôme of the Center for Studies and research of the Academy (1980).
7. According to his formal proposals, the University Carlos III granted the Title of Doctor honoris causa to these personalities: Mr Boutros Boutros Ghali, Secretary General of the United Nations (Laudatio made by J.M. Castro Rial, Emeritus Chair); Paolo Mengozzi, Advocate General of the Court of Justice of the European Union. (Laudatio 23rd January 1998); Mr. Mohammed Bedjaoui, President of the International Court of Justice (Laudatio 27th January 2000); Juan Antonio Carrillo Salcedo, Chair of Public International Law at the University of Sevilla (Laudatio 21st February 2003); Mr. Santiago Torres Bernárdez (former Grêffier and Judge ad hoc at the International Court of Justice (Laudatio 27th January 2006).
8. He has been the academic Tutor and Director of more than 25 Doctoral Thesis in Public International Law and European Law. Two disciples of him are now teaching at different Spanish Universities as corresponding Chairs in Public International Law; other four as Associated professors of the same discipline.
9. Has imparted lessons, courses and Seminars in several Universities and Institutions, Spanish and foreign ones. Among the non-Spanish are: the Peace University of United Nations (Ciudad Colón, Costa Rica 1991); the Human Rights Institute of the Council of Europe in Strasbourg (2003 to 2005); the Université Panthéon Sorbonne of Paris (2006); the American University at Washington D.C, (annually since 2003 till 2011); the Refugees Studies Center of the Oxford University (2004 and 2005); the Barrister College of Tokyo (2008); and the Seminar of the Interamerican Court on Human rights (Bogotá, 2011).

10. Consulting Expert of the National Agency for the Evaluation and Prospective of the Spanish Ministry of Education and Science (since 2008).

Publications: books and other scientific works

Has published as unique author or as editor and or coordinator more than 20 books on matters of his specializations, and about 120 articles and other collaborations.

His book on the theory of Public International Law is:

F.M. Mariño. Derecho Internacional Público. Parte General. 4ª edición. Editorial Trotta. Madrid 2005 (610 páginas).

These works related with the international protection of human rights may be cited:

1. F.M. Mariño. “El concepto de refugiado en un contexto de Derecho Internacional general”. *Revista Española de Derecho Internacional*, 1983, pg. 337–369.
2. F.M. Mariño. “Cuestiones actuales del examen de informes estatales por el Comité contra la Tortura”. In: *Libro Homenaje al profesor J.A. Pastor Ridruejo*. Universidad Complutense. Madrid, 2005, pg. 171–185.
3. F.M. Mariño. “The Convention against torture”. In: F. Gómez Isa and Koehn Feyter (Eds.). *International Protection of Human rights. Achievements and challenges*. Bilbao 2006, p. 187–217.
4. F.M. Mariño (Coord. and Ed.). *Un mundo sin desarraigo: el Derecho Internacional de las migraciones*. Ed. Los Libros de La Catarata. Madrid 2006.
5. F.M. Mariño. “Sobre el proyecto de Observación General número 2 a la Convención de Naciones Unidas contra la tortura”. In: *Estudios en Homenaje al profesor Gregorio Peces-Barba*. Ed. Universidad Carlos III de Madrid y Dykinson S.L. Madrid 2008, Vol. III, pg.827–841.
6. F.M. Mariño. “La Convención de Ginebra sobre el estatuto del refugiado”. In: *Inmigración, Estado y Derecho*. Manuel Balado Ruiz (Dir.) Barcelona 2008, pg. 711–730.
7. F.M. Mariño. “Reforma del sistema de Tratados sobre protección de derechos humanos de Naciones Unidas”. In: *La protección de los derechos humanos*. Cuadernos de la Escuela diplomática nº 34. Madrid 2008, pg. 57–69.
8. F.M. Mariño. (Dir. and Ed.) *La aplicación del Derecho Internacional de los derechos humanos en España*. BOE y Universidad Carlos III, Madrid 2009.
9. F.M. Mariño and Alicia Cebada Romero (Ed.). *La creación del Mecanismo Español de Prevención de la Tortura*. Ed. Justel. Madrid, 2009.
10. F.M. Mariño. “Crimen de feminicidio y prevención de la tortura: a propósito de la sentencia de la Corte Interamericana de derechos Humanos en el caso de “Campo Algodonero”. In: *Coloquio en Homenaje al Profesor Oriol Casanovas*. Eds. A.J. Rodrigo and C. García. Barcelona, 2011, pg. 459–472.
11. F.M. Mariño. “Derechos fundamentales absolutamente inderogables”. In: F.M. Mariño, M. Gómez Galán and J.M. de Faramiñán (Direc.). *Los derechos humanos en la sociedad global: mecanismos y vías prácticas para su defensa*. Ed. Cideal. Madrid 2011.
12. F.M. Mariño (Director, Ed. and co-author). *Feminicidio. El fin de la impunidad*. Ed. Tirant Lo Blanch. Valencia 2013.

Function and activities as a member of the Committee against Torture of United Nations (2001–2013)

Member of the Committee against torture of United Nations elect by the States Parties of the Convention against torture of 1984, successively for the four year periods: 2001–2005, 2005–2009 and 2009–2013. Chairman elect for the period 2003–2005.

Along his Chairmanship, he pushed the Committee ahead to adopt decisions aimed to improve the participation within its tasks of the N.G.O. of Human rights. Besides, he inspired the adoption of some renovating decisions like those related with the utilization by States Parties of the so called “Diplomatic assurances” in cases of deportation of foreigners to a country of risk (Case Agiza).

He has been the main Rapporteur of the relevant General Observation number 2 on the application and interpretation of the article 2 of the Convention, which establishes the general obligation of the States Parties to prevent torture and inhuman treatments, adopting all the necessary measure for getting this objective. The General Observation was finally adopted by the Committee in 2007.

He has been the First Rapporteur on about 25 periodic rapports presented by State Parties, specially the complex ones presented by United States of America (2nd Rep. 2006), Israel (4th Rep.2009), Japan (1st and 2nd Rep. 2006 and 2013), Mexico (4th rep. 2006 and 5th and 6th Rep, jointly, 2012) and Colombia (3rd Rep. 2003 and 4th Re. 2009) and Colombia.

Since 2005 he has acted as Rapporteur of the Committee for the new claims and interim measures. Acting as such, he has had to decide, always urgently, on the granting to individual claimants of provisional measures of protection, specially those ones of non refolement. He has demanded in more than 200 cases, these provisional measures, under the final control of the Committee.

As Head of it, he directed the Inquiry Mission of the Committee (ex article 20 of the Convention) to investigate and report on the situation of the implementation of the prohibition of torture and other inhuman treatments in prisons and other places of privation of freedom in Brazil. The Report (CAT/C/39/2) and the State Party’s answer to it were published. The dialogue with the State Party was very fruitful and it helped the State to implement the Committee’s recommendations.

As Head of it, he has also directed the Inquiry Mission recently sent to Lebanon to investigate the implementation by the State of the prohibition of torture and inhuman treatments in any place of privation of freedom. (7 to 18 April 2013). The Final Report is to be prepared.

He was elect President of the Formal Meeting of Chairpersons of the U.N. Treaty Bodies on Human rights (June 2005).

Activities for the promotion and protection of human rights, realized as a member of the civil society

President elect of the “Asociación pro derechos humanos de España” (1998–2002), the most ancient Spanish N.G.O. on human rights, established after the restoration of the democratic Constitution (1975)

Vice-president of the “Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los derechos humanos” (1994–1998). As such, he directed the Federation’s delegation at different sessions of the Commission of Human Rights of United Nations (Geneva: 1994, 1995 and 1997)

At the session of the pertinent Committee (New York, 1994) he got for the Federación (after bargaining and winning the ruled vote) the Statute A, as consulting NGO before the ECOSOC.

Is member of the Governing Council of the Auditoría Democrática Andina (since 2000).

As jurist, invited specially, has taken active part in Conferences, Meetings, and Seminars to discuss and prepare the text of different international instruments of relevance for the development of International Law on Human rights. In particular:

The Conference of Alger (1977) which adopted the Universal Declaration on the Rights of Peoples. The Group promoting the initiative of a Project of International Convention for the prevention and sanction of the crime of forced disappearances (Buenos Aires, 1988). The Commission for the development of democracy through Law of the Council of Europe (May 1989) on the Project of Convention on the rights of Minorities. The Vienna Conference of United Nations on Human rights, as member of the Spanish Platform of N.G.O. of human rights (Vienna, October 1993).The session in New York (March of 2013) of the Commission on the juridical and social Statute of Women (ECOSOC) to support the promotion of the adoption by United Nations of a Protocol for the investigation and documentation of the crime of Femicide.

Member of the Advisory Council on cooperation for the development of the Ministry of Foreign Affairs of Spain (2000 2001).

Honors and awards:

For having contributed to the development of the academic cooperation between the Institute “Francisco de Vitoria” of the University Carlos III and the Spanish Army, was distinguished in 2010 with the Cross of military merit with white band, granted by the Ministry of Defense of Spain. The collection of books on International Conflicts, promoted and directed by him since 2003 (14 volumes actually) was distinguished in 2004 with the Prix Defense for studies and investigation of the Ministry of Defense.

Working languages:

Spanish, English, French and Italian.

Jean ZIEGLER

(Désigné par le Gouvernement suisse)

Adresses professionnelles:

Université de Genève
1211 Genève 4, ou

Rue Rothschild 20
1202 Genève

Adresse privée:

Chemin de la Croix-de-Plomb 13A
1281 RUSSIN
E-mail: jeziegler@vtxnet.ch
Téléphone: 022 7540014

Citoyen de:

Berne et Genève (Suisse)

Études:

- Écoles primaires à Thoune;
- Gymnase de Berne;
- Études universitaires aux universités de Berne, Genève, Paris et à la Columbia University, New York, de droit, de sociologie, d'économie publique et de science politique;
- Licence en droit, licence en science politique;
- Doctorat en droit, doctorat en sociologie;
- Brevet d'avocat au barreau de Genève.

Carrière académique:

- Professeur à l'Institut d'études politiques de l'Université de Grenoble;
- Professeur à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève;
- Professeur ordinaire à l'Université de Genève, Département de sociologie;
- Directeur du Laboratoire de sociologie des sociétés du Tiers-monde, Université de Genève;
- Professeur associé à l'Université de Paris I – Sorbonne.

Distinctions académiques:

- Docteur Honoris Causa, Université de Paris VIII;
- Docteur Honoris Causa, Université de Liège, Belgique;
- Docteur Honoris Causa, Université de Mons, Belgique;
- Docteur Honoris Causa, Université des Savoies;
- Prix littéraire international des droits de l'homme, Paris, 2009;

- Chevalier de l'Ordre national des Arts et des Lettres de la République française;
- Médaille d'or du Président de la République italienne;
- Ordre national Amílcar Cabral, premier degré, République du Cap Vert;
- Médaille d'honneur du Président de la République d'Algérie;
- Président honoraire de la Presse Emblème Campagne.

Mandats politiques:

- Conseiller national (député) de Genève au Parlement fédéral jusqu'en 1999;
- Président du Groupe parlementaire Suisse-Tiers-Monde;
- Membre des Commissions des affaires étrangères, de la science et du commerce extérieur;
- Membre du Conseil exécutif de l'Internationale socialiste.

Mandat international:

- Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour le droit à l'alimentation (2000-2008);
- Membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2008-2012).

Langues parlées et écrites:

Français, allemand, anglais, espagnol, portugais.

Livres parus les plus récents (et traduits dans les principales langues):

- La Victoire des vaincus, oppression et résistance culturelle, Seuil, coll. « L'histoire immédiate », 1988, nouvelle édition revue et augmentée, coll. « Points », 1991;
- La Suisse, l'or et les morts, Seuil, 1997, coll. « Points », 1998;
- Les Seigneurs du crime, les nouvelles mafias contre la démocratie, Seuil, 1998, coll. « Points », 1999;
- La Faim dans le monde racontée à mon fils, Seuil, 1999;
- Le Droit à l'alimentation, Éditions Mille et une nuits, 2003;
- Les Nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent, Éditions Fayard, 2002, coll. « Points », 2004;
- L'Empire de la honte, Éditions Fayard, 2005, Éditions Livre de Poche, 2008;
- La Haine de l'Occident, Éditions Albin Michel, 2008;
- Destruction massive. Géopolitique de la faim, Le Seuil, 2011.